

Convention collective

IDCC : 9621. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE
ET D'ÉLEVAGE ET CUMA
(PAS-DE-CALAIS)**

**Personnel autre que d'encadrement
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 7 octobre 1977)

AVENANT N° 52 DU 5 MAI 2006 (1)

NOR : *AGRS0697086M*
IDCC : 9621

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Pas-de-Calais ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

D'une part, et

La fédération de l'agriculture CFTC-AGRI ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT du Pas-de-Calais ;

L'union départementale des syndicats Force ouvrière du Pas-de-Calais ;

L'union régionale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 24 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 24

Régime de prévoyance

Il est institué, au profit de tous les salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- des indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ;
- une pension d'invalidité ou d'incapacité permanente, en cas d'invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle au moins des 2/3, reconnues par le régime de base de la mutualité sociale agricole ;
- le versement d'un capital décès, d'une rente éducation et d'une indemnité frais d'obsèques.

I. – Garantie incapacité de travail

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident de la vie privée, accident du travail, accident de trajet ou maladie professionnelle, les salariés justifiant, à la date de l'arrêt de travail, de 6 mois d'ancienneté continue dans une ou plusieurs exploitations relevant de la présente convention collective, bénéficient du versement d'indemnités journalières complémentaires.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt du travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet tel que défini à l'article L. 411-2 du code de sécurité sociale ou de maladie professionnelle ;
- du 8^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 90 % du salaire brut du salarié pendant 90 jours puis 75 % de ce même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Le salaire pris en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celui qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur désigné. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS.

Les indemnités journalières complémentaires en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné au IV.

II. – *Garantie invalidité*

En cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, les salariés bénéficient du versement d'une pension mensuelle d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de la mutualité sociale agricole égale à 30 % du salaire brut du salarié.

Pour les invalides de 1^{re} catégorie, la rente est réduite de 20 %.

Le salaire brut pris en compte correspond au 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date, continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné au IV.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

III. – *Garantie décès*

Le risque décès est couvert par une garantie décès qui comprend le versement d'un capital décès, de rentes éducation et d'une indemnité frais d'obsèques.

Tous les salariés non cadres bénéficient de la garanties décès sans condition d'ancienneté.

A. – Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Sont réputés enfants à charge :

- les enfants nés ou élevés âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
- les enfants nés ou élevés âgés de 18 à 25 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis ou demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et non indemnisés par le régime assurance chômage géré par l'UNEDIC ;
- les enfants nés ou élevés invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou au cocontractant d'un PACS à moins que le salarié ait fixé et notifié à AGRI Prévoyance une répartition entre son conjoint ou cocontractant d'un PACS et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint ou du cocontractant d'un PACS à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

B. – Rente éducation

En cas de décès du salarié, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale :

- à 3 % du plafond annuel de sécurité sociale s'il a moins de 11 ans ;
- à 5 % du plafond annuel de sécurité sociale s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- à 7 % du plafond annuel de sécurité sociale s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

L'âge à prendre en considération est :

- pour l'ouverture des droits, celui constaté au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours au moment du décès, l'année scolaire étant réputée débuter le 1^{er} septembre et se terminer le 31 août ;
- pour le montant des annuités successives, celui constaté au 1^{er} septembre de chaque année scolaire.

La première annuité de la rente est due :

- dans sa totalité pour les décès survenant du 1^{er} septembre au 31 décembre ;
- à hauteur des 2/3 pour les décès survenant du 1^{er} janvier au 30 avril ;
- à hauteur de 1/3 pour les décès survenant du 1^{er} mai au 31 août.

La 1^{re} annuité ou fraction d'annuité est payée lors du paiement du capital décès. Par la suite, le versement de la rente est effectué avant le 31 octobre de chaque année scolaire, sous réserve de la production des pièces justifiant la scolarité pour les orphelins âgés de plus de 18 ans.

C. – Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son cocontractant d'un PACS, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

D. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

IV. – *Dispositions communes*

A. – Cotisations

Les garanties sont financées par une cotisation fixée à 1,65% des rémunérations brutes versées à tous les salariés relevant de la convention collective précitée, à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre, ainsi réparties :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité de travail	0,86 %	0,45 %	0,41 %
Invalidité	0,42 %	0,19 %	0,23 %
Décès	0,37 %	0,185 %	0,185 %
Total	1,65 %	0,825 %	0,825 %

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont à la charge exclusive de l'employeur.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,18 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Pendant une période de 2 ans à compter de la date d'effet de l'accord, un taux d'appel de 80 % sera appliqué sur les cotisations incapacité de travail et invalidité.

Ainsi, durant cette période, la cotisation finançant les garanties incapacité de travail et invalidité sera de $(0,86\% + 0,42\%) \times 80\%$, soit 1,02 % et répartie à hauteur de 0,51 % part employeur et de 0,51 % part salariale.

Au titre de l'assurance des charges sociales patronales, l'appel de la cotisation sera de 0,14 %.

A l'issue de ce délai de 2 ans, le retour aux taux de 1,65 % et de 0,18 % sera automatique et effectif pendant au moins 1 année, sauf à constater l'excédent ou le bon équilibre du régime incapacité de travail - invalidité.

B. – Organisme assureur

AGRI Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Le présent accord définit un régime collectif et obligatoire de prévoyance. Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective étendue sont tenues d'adhérer à AGRI Prévoyance.

Les exploitations qui avaient mis en œuvre, à la signature du présent accord des garanties de niveau inférieur ou équivalentes ont l'obligation de mettre à parité le contenu de leur régime de prévoyance jusqu'à la 1^{re} échéance annuelle de leur contrat en cours. Elles sont tenues de rejoindre l'organisme choisi pour l'ensemble des garanties prévues par le présent accord.

C. – Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

D. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, invalidité et des rentes éducation, au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

La garantie décès est maintenue aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité de travail ou invalidité.

Article 2

Le présent régime de prévoyance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Article 3

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Arras, le 5 mai 2006.

(Suivent les signatures.)